

MARCHE DU 19 FÉVRIER

Quelle sera la réaction du pouvoir ?

Quelle attitude les autorités observeront-elles face à la marche de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) le samedi 19 février ? C'est la question qu'il convient de poser, après les vagues de réactions internationales convergeant toutes à appeler le pouvoir à ne pas brimer les manifestations publiques.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Et rebelote ! La Coordination nationale pour le changement et la démocratie a décidé dimanche, soit le lendemain de la marche interdite et empêchée du 12 février, d'appeler à battre de nouveau le pavé algérois.

L'enchaînement est dans l'ordre naturel de la protestation initiée dans le prolongement des violentes émeutes du début de l'année. Le pouvoir, qui a dû mobiliser plus de 30 000 policiers pour s'éviter d'entendre le peuple réclamer le changement, ne devrait pas être sur-

pris par la volonté et la détermination de la Coordination à aller de l'avant, à renouveler son action. Plus que des aspirations populaires légitimes, le changement et la démocratie sont, dans le nord-africain, le Moyen-Orient et le monde arabe devenus une nécessité historique.

Dans ces parties du globe, le crépuscule des potentats et des despotes est arrivé. Ben Ali, le régent de Carthage, a pris la poudre d'escampette, poussé à l'exil par la révolte populaire. Moubarak, le Raïs qui se croyait indétrônable, a fini par s'avouer vaincu par la furia de la place

Tahrir. Ailleurs, dans le reste des pays où les libertés sont étouffées, les populations expriment les mêmes envies de déraciner les systèmes politiques en place. L'Algérie n'est pas en reste.

L'année 2010 fut des plus garnies en matière de contestations sociales. Près de 10 000 actions de protestation ont été répertoriées.

Ce qui veut dire que le malaise est profond, si profond que ce n'est plus des colmatages qu'il faut pour y remédier mais des bouleversements politiques radicaux.

C'est pour cela, et à juste titre, au demeurant, que la Coordination nationale pour le changement et la démocratie revendique et milite pour un changement de système. Une revendication que le pouvoir a accueilli avec la matraque.

Samedi 12 février, Alger a connu un déploiement sans précédent des forces anti-émeutes.

La marche a été réprimée. Les brutalités policières ont été telles que le monde qui nous observe a réagi, appelant les forces de sécurité à la retenue. Le département d'Etat américain, le Parlement européen, la France et l'Allemagne ont appelé les autorités algériennes à laisser les populations s'exprimer pacifiquement.

L'Allemagne a parlé du droit de marcher et de manifester comme d'un droit humain. Alger tiendra-t-elle compte de ces remarques diplomatiques et lâchera-t-elle du lest ? C'est la question que d'aucuns se posent, en attendant d'être édifié samedi, à l'occasion de la marche de la CNCD.

S. A. I.

ILS ENTRERONT EN VIGUEUR AVANT LA FIN DE CE MOIS

Ouyahia annonce d'importants changements

Ahmed Ouyahia, qui portait hier la casquette de secrétaire général du RND, a annoncé que «d'importants changements» entrерont en vigueur avant la fin du mois de février.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Nous avons étudié des dossiers très lourds lors de la réunion du gouvernement. La nouvelle feuille de route qui sera bientôt adoptée concernera la levée de l'état d'urgence, les dossiers du logement, de l'emploi, de l'investissement et des bonnes pratiques au sein de l'administration. Ces changements importants entrерont

en vigueur avant la fin de ce mois. L'objectif étant de prendre en charge en urgence les attentes des citoyens», a précisé Ahmed Ouyahia lors de la réunion des chefs de partis de l'Alliance présidentielle qui s'est tenue, hier, au siège du FLN.

Notons que le Premier ministre s'est exprimé, pour la première fois, sur les mouve-

ments de contestation qui secouent la société algérienne depuis plusieurs semaines. «Au début du mois de janvier, nous avons assisté à une vague de protestations. Nous ne devons surtout pas lui tourner le dos, quel que soit leur moyen d'expression. Il nous faut trouver une solution», dira-t-il.

Le chef de l'exécutif est également revenu sur les revendications de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie. Tout en qualifiant ses membres

de «démocrates», Ouyahia les a néanmoins accusés de vouloir «semer la peur» au sein de la société. Et en réponse aux récentes déclarations des capitales occidentales, le Premier ministre s'est élevé contre «l'ingérence étrangère».

«Nous n'avons d'ordre à recevoir de personne. Il est hors de question que l'Algérie revienne à la période de souffrances.»

Notons que l'Alliance présidentielle a célébré, hier, son «septième anniversaire».

T. H.

CONTRIBUTION

Un front large et démocratique pour sauvegarder l'Algérie

- La scène politique algérienne revit en ces débuts 2011. A l'origine de l'effervescence, il y a, au plan interne, l'embrasement du pays en janvier contre la vie chère ; soit donc une demande sociale exprimée avec éclat. Les émeutes populaires ont ensuite été relayées par des tentatives de manifester à Alger, à l'initiative d'acteurs se réclamant de la modernité et de la démocratie. La manifestation du 12 février 2011 en particulier exigeait «la levée de l'état d'urgence, l'ouverture du champ politique et médiatique et la libération des personnes arrêtées pour des raisons de manifestation ou de délits d'opinion». Les questions de libertés politiques et de changement de régime sont posées : il est possible que nous soyons à l'orée de bouleversements importants, à l'instar de la Tunisie et de l'Égypte.

- A ce propos, l'on ne peut qu'applaudir à la chute de Ben Ali et Moubarak. Le sens et la portée des changements dans l'un comme dans l'autre de ces deux pays ne sont toutefois, loin s'en faut, pas encore fixés. D'aucuns considèrent même que les grands Etats occidentaux, les États-Unis, l'Angleterre et la France en particulier, tuteurs de presque tous les régimes corrompus du monde arabe, sont à la commande, tentent de contrôler le processus de changement (qui leur échappe heureusement en partie) en imposant un «nouveau» régime sauvegardant leurs intérêts. Des intérêts que résume leur mainmise durable sur les conditions d'exploitation des ressources en hydrocarbure, l'énergie vitale de la machine industrielle mondiale.

- Suffisamment particulier, le contexte algérien invite non pas à plus de prudence, mais à plus de perspicacité politique. Pouvons-nous oublier que le «processus démocratique» engagé après le soulèvement populaire d'Octobre 1988 (plus de 400 morts) a accompagné, avec la bénédiction des chancelleries occidentales, une régression économique, sociale et politique dramatique qui a débouché sur les horreurs de la décennie de sang (plus de 200 000 morts, des millions des déplacés...) ?

- De fait, les demandes de la protestation populaire qui enfle en Algérie constituent un enjeu crucial, à la fois pour les mobilisations en cours et pour les issues à venir. L'on comprend que

le collectif, en France, «de soutien à la lutte en Algérie pour le changement et la démocratie», n'a pas fait que reprendre les revendications de la Coordination d'Alger. Il y ajoute non seulement «le changement et la démocratie», mais également «le travail et la justice sociale» et «une Algérie démocratique et sociale». Par ailleurs, des acteurs attachés à la langue amazighe s'étonnent dans la presse qu'elle ne figure pas dans les revendications posées.

Ne serait-ce que par la présence d'Ali Benhadj à la manifestation du 12 février, ou encore pour rendre possible l'égalité en droit des femmes et des hommes, le débat sur la place de la religion dans la vie publique est incontournable. Par ailleurs, nombre d'intellectuels ont mis le doigt sur le caractère central du modèle de développement économique et les défis de l'après-pétrole, tandis que la corruption apparaît comme une plaie mortelle pour le lien social. Un lien qui ne peut s'accommoder des multiples exclusions dont sont victimes des millions d'Algériens : exclus du travail, de l'éducation, du logement, de la santé, des loisirs...

- Nous entendons bien le souci d'«efficacité politique» animant les acteurs qui focalisent sur les seules revendications pouvant unir toute l'opposition ; il reste que, pour «changer le système», les démocrates algériens ne peuvent se suffire de «Bouteflika barra !».

Ils se doivent de proposer un substitut aux compromis prédateurs qui fondent la cohésion sociale depuis l'indépendance. Un tel projet, pour être viable, doit s'appuyer sur autre chose qu'une nouvelle redistribution de la rente pétrolière visant à satisfaire la demande sociale : il doit réaliser la mobilisation démocratique de l'ensemble de la société dans la production et la redistribution équitable des richesses. Une mobilisation impensable dans le cadre de l'Etat actuel, hypercentralisé, clanique et parasitaire.

- Car l'ouverture du champ politique qui s'annonce ne sera pas un dîner de gala. Elle offrira, non seulement aux démocrates, mais également à des acteurs aujourd'hui encore à l'afût, l'occasion d'avancer leurs prétentions. Croire que les

Par Ramdane Hakem

dizaines de milliers de terroristes armés, repentis ou non, et leurs alliés ne vont pas peser dans l'échiquier politique, ou que l'enchevêtrement de féodalités locales au sein du FLN-RND disparaîtra spontanément, relève d'une naïveté politique inadmissible.

- Pour donner ses chances à l'Algérie, et contrairement à leur comportement irresponsable après Octobre 1988, quand les ambitions personnelles et de chapelles avaient obscurci l'horizon politique, les patriotes algériens acquis à l'idéal démocratique doivent se mettre, ensemble, en ordre de bataille. Leur mission historique est de redonner vie à la promesse du 1^{er} Novembre 1954.

Disons-le clairement : ce qu'a fait la génération de Novembre nous engage ; encore aujourd'hui, il s'agit d'édifier une Algérie démocratique et sociale respectueuse des valeurs actualisées de l'islam. Dépassant les ambitions personnelles et les visions d'appareils, tous ceux qui se reconnaissent dans les valeurs modernes démocratiques et sociales du mouvement national doivent se constituer en pôle autonome dont la vocation est de rassembler la famille qui avance. Toute la famille, dans le respect de l'autonomie de chacun. Il y va de l'avenir de l'Algérie.

- Forts de leur union, de leur enracinement social et historique, les démocrates algériens seront à l'aise pour proposer un SMIG démocratique aux autres forces politiques : liberté de conscience et d'opinion, élections au suffrage universel, refus de la violence et respect de la loi.

- Un nouveau compromis national est donc à l'ordre du jour, l'armée algérienne pourrait en garantir l'effectivité. Tout comme les autres armées du monde, l'ANP est avant tout soucieuse de la pérennité de la nation. Cette exigence l'a conduite un temps, longtemps, à soutenir un régime miné par le clientélisme et la corruption. Aujourd'hui, les démocrates ont tout intérêt à lui proposer une nouvelle façon, durable, de réaliser la pérennité de la nation.

R. H.

La communauté algérienne en France se remobilise vendredi 18 et samedi 19 février

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Tout comme dans le pays, les Algériens de France manifesteront leur soutien et leur engagement à deux reprises cette semaine : vendredi à 18h30 à la Fontaine des Innocents à Paris, à l'appel du Collectif d'Algériens et Algériennes de soutien à la lutte en Algérie pour le changement et la démocratie.

Pour rappel, ce collectif est un regroupement indépendant de citoyens indépendants et d'associations d'Algériens et d'Algériennes en France qui soutient les luttes du peuple algérien pour le changement du système et l'Etat de droit.

Le deuxième rassemblement est organisé par la Coordination France de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie en Algérie. La Coordination France de la CNCD appelle à ce rassemblement pour samedi 19 février à 14h (le même jour que le rassemblement d'Alger).

Pour rappel, la CNCD Coordination France est constituée du PLD, RCD, ONG Etoile Nord-Africaine, ACB Paris, l'Association des étudiants nord-africains de France, Amitié franco-berbère (AFB), Association des femmes euro-méditerranéennes contre les inégalités (AFEMCI), Association nationale pour la promotion de la laïcité en Algérie (ANPLA) et le Collectif des enseignants du berbère de Paris.

La CNCD Coordination France reprend dans son appel les mêmes mots d'ordre que ceux d'Alger, à savoir «le changement et la démocratie, la levée de l'état d'urgence, la libération des détenus des émeutes, une Algérie démocratique et sociale, l'ouverture des champs politique et médiatique et le travail et la justice sociale». Deux rassemblements donc : le vendredi à 18h30 à la Fontaine des Innocents à Paris.

Le samedi à 14h, place de la République, à Paris.

K. B.-A.